

- planifier et suivre l'exécution de l'ensemble des travaux de construction, de réhabilitation et d'entretien ;
- inspecter les routes et procéder à leur matricule ;
- contribuer à la planification et à la programmation des activités locales et en suivre l'exécution ;
- participer aux visites et aux réceptions des chantiers.

Article 12 : La direction du contrôle des travaux des routes en terre comprend :

- le service de la programmation, de l'évaluation et des synthèses ;
- le service du contrôle des travaux.

Article 13 : La direction administrative et financière est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- gérer les ressources humaines ;
- gérer les finances, le matériel et l'équipement ;
- préparer et exécuter le budget de fonctionnement de la direction générale ;
- connaître du contentieux.

Article 14 : La direction administrative et financière comprend :

- le service administratif, du personnel et du contentieux ;
- le service du matériel ;
- le service financier et comptable.

Chapitre 8 : Des directions départementales

Article 15 : Les directions départementales de l'équipement et des travaux publics sont régies par des textes spécifiques.

TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 16 : Les attributions et l'organisation des services et des bureaux à créer, en tant que de besoin, sont fixés par arrêté du ministre.

Article 17 : Chaque direction centrale dispose d'un secrétariat dirigé et animé par un secrétaire qui a rang de chef de bureau.

Article 18 : Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 1^{er} avril 2010

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO.

Le ministre de l'équipement
et travaux publics,

Emile OUOSSO

Le ministre des finances, du budget
et du portefeuille public,

Gilbert ONDONGO

Le ministre de la fonction publique
et de la réforme de l'Etat

Guy Parfait KOLELAS

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DE LA SOLIDARITE

Décret n° 2010-298 du 1^{er} avril 2010 portant création, attributions et composition du comité national de coordination, de suivi et d'évaluation du plan d'action national pour les personnes handicapées

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la déclaration de la 35^e session ordinaire de la conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine tenue en juillet 1999 à Alger en Algérie ;

Vu la déclaration officielle d'appui à la décennie adoptée par la 36^e session ordinaire de la conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement tenue en juillet 2000 à Lomé, au Togo ;

Vu la loi n° 9-92 du 22 avril 1992 portant statut, protection et promotion de la personne handicapée ;

Vu le décret n° 2009-171 du 18 juin 2009 portant approbation du plan d'action national pour les personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2009-335 du 15 septembre 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2009-400 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité.

En Conseil des ministres,

Décrète :

CHAPITRE I : DE LA CREATION

Article premier : Il est créé un comité national de coordination, de suivi et d'évaluation du plan d'action national pour les personnes handicapées.

CHAPITRE II : DES ATTRIBUTIONS

Article 2 : Le comité national de coordination, de suivi et d'évaluation du plan d'action national pour les personnes handicapées est un organe technique qui assiste le Gouvernement dans la mise en oeuvre du plan d'action national pour les personnes handicapées.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- assurer la coordination, le plaidoyer et la mobilisation des ressources ;

- suivre et évaluer périodiquement l'exécution du plan d'action sur l'ensemble du territoire national ;
- préparer pour le compte du Gouvernement, les différents rapports à soumettre à l'Union Africaine sur la mise en œuvre du plan d'action national pour les personnes handicapées.

CHAPITRE III : DE LA COMPOSITION

Article 3 : Le comité national de coordination, de suivi et d'évaluation du plan d'action national pour les personnes handicapées est composé ainsi qu'il suit :

Président : le ministre chargé des affaires sociales ;
Premier vice-président : le représentant de la Présidence de la République ;
Deuxième vice-président : le représentant des associations des personnes handicapées ;
Secrétaire rapporteur : le directeur général des affaires sociales et de la famille.

Membres :

- le représentant du cabinet du ministre chargé des affaires sociales ;
- l'inspecteur général des affaires sociales et de la famille ;
- le directeur de la réadaptation ;
- un représentant du ministère en charge des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande ;
- un représentant du ministère en charge du plan ;
- un représentant du ministère en charge de la justice et des droits ;
- un représentant du ministère en charge du travail et de la sécurité sociale ;
- un représentant du ministère en charge du développement industriel et de la promotion du secteur privé ;
- un représentant du ministère en charge des finances ;
- un représentant du ministère en charge de l'intérieur et de la décentralisation ;
- un représentant du ministère en charge de l'environnement ;
- un représentant du ministère en charge de la fonction publique ;
- un représentant du ministère en charge de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi ;
- un représentant du ministère en charge de la construction, de l'urbanisme et de l'habitat ;
- un représentant du ministère en charge des petites, moyennes entreprises et de l'artisanat ;
- un représentant du ministère en charge de la culture et des arts ;
- un représentant du ministère en charge de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation ;
- un représentant du ministère en charge du commerce ;
- un représentant du ministère en charge de la communication ;

- un représentant du ministère en charge des sports ;
- un représentant du ministère en charge de la jeunesse ;
- un représentant du ministère en charge de la promotion de la femme ;
- trois représentants des fédérations des associations des personnes handicapées ;
- deux représentants des associations des femmes handicapées ;
- un représentant des associations des albinos ;
- un représentant de l'association Raoul FOLLEREAU ;
- un représentant de l'association des parents des déficients mentaux ;
- un représentant des associations des professionnels de la réadaptation ;
- un représentant de CARITAS-CONGO ;
- un représentant de l'Armée du Salut ;
- deux représentants de la société civile oeuvrant en faveur des personnes handicapées ;
- un représentant de la chambre de commerce et d'industrie ;
- trois représentants des syndicats patronaux les plus représentatifs.

Article 4 : Le comité national de coordination, de suivi et d'évaluation du plan d'action national pour les personnes handicapées peut faire appel à toute personne ressource.

Article 5 : Le comité national de coordination, de suivi et d'évaluation du plan d'action national pour les personnes handicapées peut créer en son sein des commissions techniques pour traiter des questions spécifiques.

Article 6 : Les membres du comité national de coordination, de suivi et d'évaluation du plan d'action national pour les personnes handicapées, désignés par leurs pairs ou leur tutelle au sein de leurs structures respectives, sont nommés par arrêté du ministre chargé des personnes handicapées.

Article 7 : Le comité national de coordination, de suivi et d'évaluation du plan d'action national pour les personnes handicapées dispose d'un secrétariat exécutif permanent assuré par le directeur des affaires sociales et de la famille.

Article 8 : Les attributions et la composition du secrétariat exécutif sont fixées par arrêté du ministre chargé des personnes handicapées.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 9 : Les comités départementaux, sous-préfectoraux et communaux, structures locales de promotion de la personne handicapée et de suivi du plan d'action national, sont mis en place par arrêté du ministre chargé des personnes handicapées.

Article 10 : Le comité national de coordination, de suivi et d'évaluation du plan d'action national pour les personnes handicapées se réunit deux fois par an en session ordinaire, sur convocation de son président.

Toutefois, il peut se réunir en session extraordinaire chaque fois que l'intérêt l'exige.

Article 11 : Les fonctions de membres du comité national, départemental, sous-préfectoral et communal de coordination, de suivi et d'évaluation du plan d'action national pour les personnes handicapées ainsi que celles de membres du secrétariat exécutif permanent sont gratuites.

Article 12 : Les frais de fonctionnement du comité national de coordination, de suivi et d'évaluation du plan d'action national pour les personnes handicapées sont à la charge du budget de l'Etat.

Article 13 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, 1^{er} avril 2010

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

La ministre des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité,

Emilienne RAOUL.

Le ministre des finances, du budget et du portefeuille public,

Gilbert ONDONGO.

MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES ET DU DOMAINE PUBLIC

Décret n° 2010-285 du 1^{er} avril 2010 portant organisation du ministère des affaires foncières et du domaine public

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2009-335 du 15 septembre 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2010-122 du 19 février 2010 relatif aux attributions du ministre des affaires foncières et du domaine public.

Décrète :

TITRE I : DE L'ORGANISATION

Article premier : Le ministère des affaires foncières et du domaine public, comprend :

- le cabinet ;
- les directions et les services rattachés au cabinet ;
- les directions générales.

Chapitre 1 : Du cabinet

Article 2 : Placé sous l'autorité d'un directeur, le cabinet est l'organe de conception, de coordination, d'animation et de contrôle qui assiste le ministre dans son action.

Il est chargé de régler, au nom du ministre et par délégation, les questions politiques, administratives et techniques relevant du ministère.

La composition du cabinet et les modalités de nomination de ses membres sont définies par la réglementation en vigueur.

Chapitre 2 : Des directions et des services rattachés au cabinet

Article 3 : Les directions et les services rattachés au cabinet sont :

- la direction du contrôle et de l'orientation ;
- la direction des études et de la planification ;
- la direction de la coopération ;
- le service informatique ;
- le centre de recyclage.

Section 1 : De la direction du contrôle et de l'orientation

Article 4 : La direction du contrôle et de l'orientation est régie par des textes spécifiques.

Section 2 : De la direction des études et de la planification

Article 5 : La direction des études et de la planification est régie par des textes spécifiques.

Section 3 : De la direction de la coopération

Article 6 : La direction de la coopération est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- élaborer les stratégies de coopération dans les domaines des affaires foncières et du domaine public ;
- participer à l'élaboration des programmes de coopération dans le cadre de la mise en oeuvre des conventions, des accords et protocoles d'accords de partenariat ;
- rechercher des partenaires en vue de promouvoir la coopération bilatérale et multilatérale dans les domaines de sa compétence.

Article 7 : La direction de la coopération comprend :

- le service de la coopération bilatérale ;
- le service de la coopération multilatérale.